
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

C.C.A.P.











Marché établi en application du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGITEXT000037701019/>

Marché 2025.51

Marché réservé de prestations de nettoyage des locaux de l'Agora
Bibliothèque Universitaire des Sciences Humaines et Sociales de
l'Université de Lille.

L'essentiel du contrat

	Objet	<p>Marché réservé portant sur les prestations de nettoyage des nouveaux locaux de l'Agora Bibliothèque Universitaire des Sciences Humaines et Sociales de l'Université de Lille, située sur le campus du Pont-de-Bois à Villeneuve d'Ascq.</p> <p>Ce bâtiment, ayant fait l'objet d'une rénovation lourde débutée en 2021 ayant entraîné sa fermeture pour travaux, fera l'objet d'une réouverture prévue au 1er trimestre 2026.</p>
	PSE	SANS
	Type de contrat	AOO – ACCORD CADRE A BON DE COMMANDE
	Tranches optionnelles	SANS
	Clause Sociale	SANS
	Clause environnementale	AVEC
	Durée/délai	<ul style="list-style-type: none"> Le marché est conclu pour une période initiale à compter de sa notification et prenant fin le 31 janvier 2027. Le démarrage effectif des prestations est prévu le 1er février 2026 et au plus tard le 1er mars 2026, sous réserve de la date réelle d'achèvement du chantier de construction du bâtiment. Les modalités précises de mise en œuvre figurent à l'article 2 du CCTP.
	Reconduction	AVEC- reconductible tacitement (3) trois fois une année.
	Prix	UNITAIRE
	Variation de prix	AVEC

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 2 – FORME DU MARCHE	4
ARTICLE 3 – RESERVATION DE MARCHE	5
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 6 - CLAUSE DE REEXAMEN	7
ARTICLE 7 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	7
ARTICLE 8 – CONDITIONS ET MODALITES D'EXECUTION	8
ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 10 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	9
ARTICLE 11 – PENALITES	9
ARTICLE 12 – PRIX	10
ARTICLE 13 – MODE DE REGLEMENT/PAIEMENT	11
ARTICLE 14 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE	12
ARTICLE 15 – AVANCE	13
ARTICLE 16 - DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	13
ARTICLE 17 – ASSURANCE	13
ARTICLE 18 - RÉILIATION	13
ARTICLE 19 – DROIT ET LITIGES	14
ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG	14

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet un marché réservé de prestations de nettoyage des locaux de l'Agora Bibliothèque Universitaire des Sciences Humaines et Sociales de l'Université de Lille sur le campus de Pont de Bois à Villeneuve d'Ascq.

Les prestations à effectuer ont pour finalité de maintenir les équipements, les locaux et surfaces dans des bonnes conditions de propreté, d'hygiène et de confort pour les usagers du bâtiment au moyen de matériels, machines et produits et selon la périodicité adaptée à la nature des surfaces à entretenir ainsi qu'à leur fréquentation. Ces prestations visent aussi à pérenniser les matériaux de surface (ex sols caoutchouc), à optimiser leur durée de vie et leur aspect.

Le détail des prestations demandées figure dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 2 – FORME DU MARCHÉ

La procédure de passation pour cette consultation est l'appel d'offres selon les dispositions des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Si nécessaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à l'article R. 2122-1 à R.2122-11 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans montant annuel minimum et avec montant maximum indiqué dans le tableau ci-dessous sur la durée du marché tel que défini aux articles R.2162-1 à R.2162-6 et aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Montant maximum HT sur 4 ans
6 000 000 €

La présente consultation n'est pas décomposée en lots au sens de l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique.

➤ Justification du non allotissement :

Le marché n'a pas été alloué, Les prestations de nettoyage concernent un site unique la Bibliothèque Universitaire Agora, dont la cohérence technique et organisationnelle rend nécessaire l'intervention d'un prestataire unique, afin d'assurer la continuité du service, la coordination des équipes et l'homogénéité des méthodes et du contrôle qualité.

Le présent marché est passé sous la forme d'un marché à prix unitaires comprenant des prestations régulières et ponctuelles, définies dans le CCTP

2.2 - Variantes à l'initiative du candidat

Les variantes n'ont pas été autorisées.

2.3 - Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE)

Le marché ne comprend pas de Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE).

ARTICLE 3 – RESERVATION DE MARCHE

Afin de promouvoir l'emploi et l'activité des personnes handicapées et de combattre l'exclusion, l'Université de Lille applique les dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en réservant le présent marché objet de cette consultation à une Entreprise Adaptée (EA) ou un ESAT (Etablissement et Service d'Aide par le Travail).

Ainsi, le marché est réservé aux EA et aux ESAT, conformément aux articles L.2113-12 et R.2113-7 du code de la commande publique.

L'Etat agréé en qualité d'entreprise adaptée des structures qui répondent aux critères prévus à l'article L. 5213-13-1 et suivant du code du travail.

Par voie de conséquence, les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens valant agrément seront examinés par la personne publique pour s'assurer que les candidats répondent bien au critère de réservation tel que fixé.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une période initiale à compter de sa notification et prenant fin le 31 janvier 2027.

Il pourra être renouvelé par tacite reconduction trois (3) fois pour une durée d'un (1) an, sans que sa durée totale n'excède quatre (4) années.




Le démarrage effectif des prestations est prévu le 1er février 2026 et au plus tard le 1er mars 2026, sous réserve de la date réelle d'achèvement du chantier de construction du bâtiment. Les modalités précises de mise en œuvre figurent à l'article 2 du CCTP.

La période comprise entre la notification et le début d'exécution est destinée à la préparation du démarrage des prestations par le titulaire (organisation du personnel, acquisition du matériel, approvisionnement, planification, etc.).

En cas de non-renouvellement, le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par notification électronique via le profil d'acheteur (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) au moins deux (2) mois avant la date d'échéance du marché.

ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

-  L'Acte d'Engagement (AE) et les annexes financières (DQE Annexe A -Prix pour les prestations spécifiques et DQE Annexe B pour d'autres prestations ponctuelles), dont les exemplaires originaux signés sont conservés dans les archives de l'Administration font seule foi.
-  Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) paraphé et signé, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université, fait seul foi en cas de litige
-  Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes 1 à 9, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi.

Liste des annexes au CCTP	A compléter par le candidat
<u>Annexes 1 A et B</u> : Descriptif technique des bâtiments	non
<u>Annexes 2</u> : Fréquentiel de nettoyage	non
<u>Annexes 3</u> : Consommables inclus et exclus du périmètre marché	non
<u>Annexe 4</u> : Cadre de réponse Technique	oui
<u>Annexe 5</u> : Spécificités (techniques, sociale, financières, ...)	non
<u>Annexe 6</u> : Cadences	oui
<u>Annexe 7</u> : liste anonymisée du personnel transférable	non
<u>Annexe 8</u> : Descriptif détaillé des prestations de vitrerie et équipements spécifiques	non

- ✚ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au Journal Officiel du 1^{er} avril 2021. <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- ✚ L'offre du candidat (Cadre de Réponse Technique)

Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCAP.

Toute clause portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Son offre est rédigée en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et décret n° 95-240 du 3 mars 1995 pris pour son application). Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français de même que les emballages et les inscriptions sur les matériels livrés au titre du marché.

Article 5.1 - Prestation à prix unitaires sur Bon de commande

Les prestations régulières telles qu'elles sont définies dans les CCTP feront l'objet d'un bon de commande annuel, indiquant les quantités et les différents prix unitaires : volumes horaires et tarifs horaires conformément à ceux indiqués dans les BPU de chaque lot (annexes financières A à l'acte d'engagement). Les quantités mentionnées sont indicatives en termes de volumétrie mais non contractuelles compte tenu des variations possibles (ex : calendrier des congés scolaires et des jours fériés variables, ...). Le détail des calendriers est communiqué dans les conditions fixées au CCTP.

Les bons de commandes indiquent :

- ✚ la référence au marché ;
- ✚ la désignation de la (ou des) prestation(s) commandée(s) ;
- ✚ les quantités commandées ;
- ✚ Les prix unitaires ;
- ✚ le montant de la commande hors taxes, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- ✚ les dates et lieux d'exécution ;
- ✚ toutes mentions utiles.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

5.2 - Prestations ponctuelles

Les prestations ponctuelles dont les conditions d'exécution sont reprises dans les pièces techniques donneront lieu à l'établissement de bons de commande distincts de ceux à prestations régulières, conformément aux dispositions prévues, dans la définition du besoin et dans l'exécution et définies sur la base des différents coûts unitaires indiqués dans les BPU (annexes B à l'acte d'engagement

ARTICLE 6 - CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché prévoit une clause de réexamen applicable en cas d'évolution du périmètre, des surfaces ou des conditions d'exécution des prestations de nettoyage du bâtiment concerné.

Cette clause a pour objet de permettre l'ajustement des prestations à l'usage réel du bâtiment et à l'évolution de ses besoins d'exploitation, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une nouvelle procédure de mise en concurrence.

➤ Les ajustements peuvent notamment intervenir dans les cas suivants :

- ✚ Réaffectation, ouverture ou fermeture temporaire de zones au sein du bâtiment (espaces de lecture, bureaux, réserves, locaux techniques, etc.) ;
- ✚ adaptation des fréquences, durées ou horaires d'intervention selon la fréquentation constatée ou les contraintes d'organisation du service ;
- ✚ ajout ponctuel de prestations de même nature (nettoyages exceptionnels, vitrerie complémentaire, décapage, sorties de containers, remises en état, etc.) ;
- ✚ mise en conformité avec de nouvelles obligations réglementaires, sanitaires, sécuritaires ou environnementales.

Toute modification fera l'objet d'un accord formalisé entre les parties, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

ARTICLE 7 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire remet :

- ✚ Avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés (salarié envoyé à l'étranger pour effectuer un travail pendant une durée déterminée) et une copie de la déclaration de détachement conformément aux dispositions des articles R1263-4-1 et R1263-6-1 du Code du travail.
- ✚ En cas de recours au prêt de main d'œuvre, le contrat de mise à disposition du ou des employés entre l'entreprise prêtant la main d'œuvre et l'entreprise bénéficiaire. Pour rappel, le prêt de main d'œuvre est un mécanisme à but non lucratif, en cas de violation de ce mécanisme, les entreprises s'exposent à 2 ans d'emprisonnement et 30 000 € d'amende (Article L8243-1 du Code du travail)
- ✚ Avant la conclusion du marché, une attestation sur l'honneur indiquant ne pas employer des travailleurs étrangers ou la liste nominative des travailleurs étrangers soumis à l'autorisation de travail en précisant pour chaque salarié leur date d'embauche, leur nationalité ainsi que

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. (Article 6 du CCAG/FCS)

ARTICLE 8 – CONDITIONS ET MODALITES D'EXECUTION

8.1 – Délai d'exécution

Les délais d'exécution sont mentionnés dans le CCTP et l'offre du titulaire. Le titulaire s'engage à intervenir dans les délais qu'il a annoncés. De ce fait, Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Dans le cas de prolongation des délais d'exécution des missions, les stipulations de l'article 13.3 du CCAG- FCS sont seules applicable

8.2 – Constatation de l'exécution des prestations

De manière générale les conditions d'exécution et de vérification se feront selon les dispositions figurant dans le CCTP et les clauses du CCAG-FCS

Au sens du présent document, est considéré comme une vérification les opérations permettant au pouvoir adjudicateur de contrôler que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans le marché et que les prestations sont réalisées conformément au cahier des clauses techniques particulières.

Le silence gardé par l'Université de Lille, au terme de ce délai, vaut acceptation.

- a) Le contrôle d'exécution de la mission est assuré par le responsable technique
- b) Le suivi et le contrôle d'exécution du marché est assuré au jour le jour par les responsables techniques des sites en liaison avec ou sans un représentant du titulaire chargé du suivi du marché qui aura été nominativement désigné par le titulaire.
- c) Dans le cadre des conditions générales d'exécution des prestations prévues au marché, les responsables techniques des différents sites transmettent au représentant du titulaire, les modifications ou adaptations éventuelles, ainsi que le cas échéant les remarques, observations, dysfonctionnements ou difficultés de mise en œuvre relevés au cours du déroulement de la prestation.

La liaison et la collaboration journalière de ces responsables et le représentant du titulaire, doivent permettre la réalisation dans les meilleures conditions des missions prévues.

8.3 Réception, ajournement, réfaction et rejet des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction et de rejet des prestations fournies par le titulaire répondent aux exigences de l'article 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article 3.6 du CCAG/FCS, le titulaire peut sous-traiter sous sa responsabilité l'exécution d'une partie du marché, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Pour toute demande d'agrément d'un sous-traitant, le titulaire fournit à l'acheteur, les documents suivants :

Formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » complété par le titulaire du marché et son sous-traitant ;

RIB du sous-traitant en cas de paiement direct (si la prestation sous-traitée est d'un montant supérieur à 600 € TTC) ;

Tous les documents et renseignements de candidature demandés au Titulaire à l'exception du DC1. Déterminer le (s) prestation (s) concernée (s) et leurs montants.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire, conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS. L'acheteur peut exiger que certaines tâches essentielles du marché soient effectuées directement par le titulaire et ce, conformément à l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique.

L'entreprise indique, lors de la demande d'agrément la nature et le montant de chacune des prestations qu'elle envisage de sous-traiter ainsi que les sous-traitants auxquels elle envisage de faire appel.

ARTICLE 10 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Conformément aux dispositions du CCTP, le titulaire est tenu de respecter les exigences environnementales définies dans ce dernier.

Les produits utilisés pour l'exécution des prestations doivent être respectueux de l'environnement et labellisés selon un référentiel officiel reconnu (Écolabel européen, Écocert ou équivalent).

Le titulaire doit conserver sur site les fiches techniques et les fiches de données de sécurité correspondantes, à jour et accessibles à tout moment pour les agents du titulaire et pour les représentants du client.

Le titulaire mettra en œuvre exclusivement les produits annoncés dans son offre (Annexe 4 – Cadre de réponse) et ne pourra les substituer qu'après accord préalable du client.

ARTICLE 11 – PENALITES

Les conditions d'application des pénalités sont définies dans le CCTP.

Les pénalités pour retard ou dysfonctionnement commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

L'unité de calcul pour les délais contractuels (heure, semaine, cas constaté, ...) et les montants forfaitaires ou multiples du taux horaires de la prestation en retard (par dérogation au CCAG-FCS, art. 14.1.) sont détaillés aux CCTP.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités n'est pas limité à un pourcentage du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1000 Euros HT pour l'ensemble du marché.

11.1 Nature et contenu des prix

Les prix du présent marché sont réglés par l'application des prix figurant dans les Bordereaux de Prix Unitaire (BPU). Ils correspondront aux exigences du CCTP et comprendront l'ensemble des frais et taxes .

✚ BPU A : prix pour les prestations spécifiques

✚ BPU B : bordereau des prix unitaires pour d'autres prestations ponctuelles

Le candidat s'attache à présenter dans son offre tous les éléments permettant au pouvoir adjudicateur d'apprécier la nature et l'étendue de ce qui est proposé.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

En sus de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, il est précisé que les prix comprennent la participation aux différentes réunions, les documents et livrables exigés et tous les frais y afférents.

Les prix du marché sont exprimés hors taxes (H.T.) ou, le cas échéant, nets de taxes lorsque le titulaire bénéficie d'une exonération de TVA, notamment s'il relève du régime applicable aux Établissements ou Services d'Aide par le Travail (ESAT) ou aux Entreprises Adaptées (EA), conformément aux dispositions du Code général des impôts (articles 256 et suivants).

11.2 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :

✚ l'opérateur économique titulaire et à ses sous-traitants,

✚ l'opérateur économique mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

11.3 Forme des prix

Tous les prix sont établis en euro. Ils seront fermes la 1^{ère} année.

Les prix sont révisable le 1^{er} février de chaque année à compter de 2027 selon l'indice INSEE I

Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766785 par application de la formule suivante : $P = P_o \times (I_n/I_o)$] dans laquelle :

✚ P = le prix révisé ;

✚ P_o = le prix initial ;

✚ I_n = la dernière valeur connue de l'indice I à la date de révision, même temporaire ;

✚ I_o = valeur définitive du 2^{ème} trimestre 2025 (en vigueur en septembre 2025).

Les demandes de révision de prix sont établies à l'initiative du Titulaire chaque année, le 1^{er} février de chaque année (à compter du 01/02/2027) pour prise d'effet à compter des prestations réalisées en février et adressées au service de commande publique par email (dcf-fcstic@univ-lille.fr) ou à

l'acheteur référent, qui les vérifie et les diffuse aux différents sites. En aucun cas, elles ne sont adressées aux établissements utilisateurs de la prestation, ni même directement appliquée sur les factures.

Les demandes font apparaître les calculs opérés et proposent le nouveau bordereau de prix issu de ces calculs. (format excel)

Si le Titulaire ne respecte pas ces modalités, il s'expose à une non révision tarifaire pour la période concernée, auquel cas le Pouvoir adjudicateur sera seul décisionnaire (revalorisation ou non).

Clause Butoir :

L'évolution du prix de règlement résultant de la révision des prix sera limitée à une augmentation de 5% (cinq pour cent) maximum l'an. A contrario, afin de préserver le titulaire contre une évolution négative de l'indice, les prix seront maintenus identiques à ceux de la période précédente en cas d'évolution baissière de l'indice.

En cas de modification ou de remplacement d'un (des) indice(s) choisi(s), le (les) nouvel (nouveaux) indice(s) sera(ont) de plein droit substitué(s) à (aux) l'ancien(s) dans les conditions et selon les coefficients de raccordement publiés et rétroactivement à compter de la date à laquelle l'(es) indice(s) ne pourra(ont) plus être appliqué(s). En cas de suppression pure et simple de(s) indice(s) ci-dessus retenu(s), il(s) sera(ont) remplacé(s) par un (de) nouvel(nouveaux) indice(s) proposé par le Pouvoir Adjudicateur et soumis à commun accord entre les Parties ou, à défaut, par un expert choisi par les Parties. L'accord est formalisé par un écrit signé des deux parties.

ARTICLE 13 – MODE DE REGLEMENT/PAIEMENT

13.1 Le règlement des prestations donnera lieu à des paiements mensuels à terme échu, dans les conditions fixées à l'annexe 5 du CCTP et à l'article 2 du CCTP.

La facture, libellée "Université de Lille", doit être adressée impérativement via le portail CHORUS PRO (SIRET : 130 029 754 00012 et TVA intracommunautaire : FR88 130 029 754, pas de code service).

Pour tout renseignement complémentaire sur la facturation, vous pouvez utiliser l'adresse mail générique : facturier-ulille@univ-lille.fr

La facture doit **impérativement** comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- le n° de bon de commande (commençant par 45...)
- le numéro de marché « 2025.51 »,
- la date de facturation
- les nom, adresse et raison sociale du titulaire,
- les noms et adresse du destinataire,
- la date de livraison,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé sur l'ATTRI1,
- la désignation en clair des matériels concernés et les quantités livrées,
- le prix hors taxes (HT),
- le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- le prix toutes taxes comprises (TTC)

Sans l'intégralité des informations mentionnées ci-dessus, l'Agence comptable sera dans l'obligation de retourner les factures.

13.2 - Les sommes dues, autres que celles visées à l'article 15 sont payées dans un **délai maximum de 30 jours** à compter de la réception de la facture par le service facturier.

Le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. De plus, conformément à la loi du 28/01/2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'ajoute automatiquement, en cas de retard de paiement, aux intérêts moratoires dus au créancier.

13.3 - Le règlement est effectué par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original joint à l'acte d'engagement.

13.4 - L'ordonnateur de la dépense est Monsieur le Président de l'Université de Lille.

13.5 - Le comptable assignataire de la dépense est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille, Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex.

13.6 – Nantissement

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Le pouvoir adjudicateur délivre, sans frais, au titulaire qui en fait la demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

La personne habilitée à fournir des renseignements est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille (Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex).

13.7 – Cautionnement

Le titulaire du marché est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

13.8 - Paiement des cotraitants et sous-traitants

En cas de cotraitance (Article 12.1 du C.C.A.G.-FCS.)

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

En cas de sous-traitance :

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles R2193-10 à 16 du code de la commande publique via le portail Chorus pro.

ARTICLE 14 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit à l'Université de Lille tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris **les changements d'intitulé du compte** sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que l'Université de Lille ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'ATTRI 1, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université de Lille n'aurait pas eu connaissance.

ARTICLE 15 – AVANCE

Une avance forfaitaire est versée au titulaire, sauf indication de renonciation dans l'acte d'engagement de la part du titulaire, lorsque le bon de commande est supérieur au seuil de 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, conformément aux articles R 2191-3 à R2191-12.

ARTICLE 16 - DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'Université de Lille, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

ARTICLE 17 – ASSURANCE

Les stipulations de l'article 9 du CCAG FCS sont applicables au présent marché.

Le titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens des articles R 321-1 et suivants du code des Assurances.

L'assurance du titulaire doit garantir la responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, incluant la responsabilité civile après travaux ou livraison, du titulaire en couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés au pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux tiers, par tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait des produits, du personnel ou des collaborateurs du titulaire, dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le titulaire est responsable des dommages matériels et immatériels en cas de vol ou intrusion suite à une non activation du système d'alarme anti intrusion en fin de prestation si cela était prévu dans son périmètre technique d'intervention. Le titulaire est tenu de respecter le caractère hautement confidentiel de codes secret d'alarme et est tenue à la non divulgation de ces derniers.

ARTICLE 18 - RÉSILIATION

La résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation. Le titulaire ne peut s'y opposer.

1.1 Résiliation pour faute du titulaire

Les dispositions prévues par l'article 41 du CCAG/FCS s'appliquent ;

En cas de défaillance du titulaire dans l'exécution de ses obligations, le président de l'Université de Lille pourra prononcer la résiliation du marché après mise en demeure restée sans effet dans le délai imparti.

Aucune indemnité ne sera versée au titulaire dans ce cas.

En cas de résiliation prononcée aux torts du titulaire, les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, relatives à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, s'appliqueront pleinement.

1.2 Résiliation unilatérale du fait de l'Université de Lille

De manière générale, la résiliation éventuelle du marché s'appliquera conformément aux dispositions du CCAG-FCS (chapitre 7).

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation prononcée pour motif d'intérêt général n'ouvrira pas droit à une indemnité de résiliation. Elle sera toutefois précédée d'un préavis de deux (2) mois, notifié par écrit par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 19 – DROIT ET LITIGES

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français : le Tribunal Administratif de Lille est seul compétent.

ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG

Articles du CCAP	Dérogations au CCAG/FCS
Article 11	Articles 14.1, 14.1.2, 14.1.3
Article 18 1.2	Article 42

Fait en un exemplaire original unique

A le

Le représentant désigné de la société
(prénom, nom + signature + cachet commercial)

A Lille, le

Le pouvoir adjudicateur,